

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 46

22 juin 2006

S o m m a i r e

Arrêté grand-ducal du 24 novembre 2005 autorisant Monsieur Rafael SPRINGER et Madame Françoise Thérèse Jeanne ALEX à changer le prénom actuel de leurs enfants Charles et Marie SPRINGER en ceux de «Charles Félix Samuel» respectivement «Marie Benita Elisabeth»	page 704
Arrêté grand-ducal du 29 mai 2006 portant modification de l'arrêté grand-ducal du 27 mars 2006 autorisant la création du syndicat intercommunal «Am Haff»	704
Arrêté ministériel du 7 juin 2006 portant modification de l'arrêté ministériel du 31 mars 2006 de la composition de la Commission de l'indice des prix à la consommation	707
Arrêté ministériel du 13 juin 2006 portant désignation des membres de la Commission de suivi pluripartite en matière de déchets des équipements électriques et électroniques	708
Arrêté ministériel du 13 juin 2006 portant désignation des membres de la Commission de suivi pluripartite en matière d'emballages et de déchets d'emballages	708
Administration de l'Aéroport – Examen de fin de stage en 2006	708
Administration des Douanes et Accises – Nomination	708
Administration de la Gestion de l'Eau – Nomination	708
Chambres des Mises en Accusation – Nomination	709
Conseil de discipline – Nomination	709
Conseil de Guerre – Nomination	709
Entreprises d'assurances – Transfert de portefeuille de l'entreprise d'assurances NRG Fenchurch Insurance Company Limited vers l'entreprise d'assurances NRG London Reinsurance Company Limited	709
Haute Cour Militaire – Nominations	709
Indice des prix à la consommation au 1^{er} mai 2006	709
Ministère de l'Egalité des Chances – Services pour filles, femmes et femmes avec enfants – Agréments	709
Santé – Art de guérir	710
Service Central de Imprimés et des Fournitures de Bureau de l'Etat – Examen de carrière	710

Arrêté grand-ducal du 24 novembre 2005 autorisant Monsieur Rafael SPRINGER et Madame Françoise Thérèse Jeanne ALEX à changer le prénom actuel de leurs enfants Charles et Marie SPRINGER en ceux de «Charles Félix Samuel» respectivement «Marie Benita Elisabeth».

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la demande présentée par Monsieur Rafael SPRINGER et Madame Françoise Thérèse Jeanne ALEX, demeurant à L-2622 Luxembourg, 46, rue Tinant, sollicitant l'autorisation de changer le prénom actuel de leur fils Charles SPRINGER, né le 24 janvier 2005 à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise, en ceux de «Charles Félix Samuel» et celui de leur fille Marie SPRINGER, née le 24 janvier 2005 à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise, en ceux de «Marie Benita Elisabeth».

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Monsieur Rafael SPRINGER et Madame Françoise Thérèse Jeanne ALEX sont autorisés à changer le prénom actuel de leurs enfants Charles et Marie SPRINGER en ceux de «Charles Félix Samuel» respectivement «Marie Benita Elisabeth».

Art. 2. Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre aux intéressés sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

Le Ministre de la Justice,
Luc Frieden

Palais de Luxembourg, le 24 novembre 2005.
Henri

Arrêté grand-ducal du 29 mai 2006 portant modification de l'arrêté grand-ducal du 27 mars 2006 autorisant la création du syndicat intercommunal «Am Haff».

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Revu Notre arrêté du 27 mars 2006 autorisant la création du syndicat intercommunal «Am Haff»;

Vu la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux des communes de Burmerange en date du 27 avril 2005, de Remerschen en date du 27 avril 2005 et de Wellenstein en date du 14 juin 2005, aux termes desquelles lesdits corps ont décidé de se constituer en syndicat de communes à vocation multiple portant le nom Syndicat intercommunal «Am Haff»;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux des communes de Burmerange en date du 18 janvier 2006, de Remerschen en date du 14 décembre 2005 et de Wellenstein en date du 31 janvier 2006 portant approbation des statuts amendés suivant à l'avis du Conseil d'Etat du 15 novembre 2005;

Considérant qu'une erreur matérielle s'est glissée dans le texte du dernier tiret du deuxième alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté grand-ducal du 27 mars 2006 autorisant la création du syndicat intercommunal «Am Haff» et qu'il y a lieu de remplacer le terme de «une bibliothèque intercommunale à Schwebsingen» par celui de «une bibliothèque intercommunale dans la commune de Wellenstein»;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Les communes de Burmerange, Remerschen et Wellenstein sont autorisées à créer un syndicat de communes à vocation multiple dénommé «Syndicat intercommunal «Am Haff»».

Le syndicat a pour objet la mise en place et l'exploitation des structures d'accueil suivantes:

- une crèche à Wintrange;
- un foyer de jour à Remerschen;
- une maison des jeunes à Remerschen;
- une bibliothèque intercommunale dans la commune de Wellenstein.

Art. 2. Les statuts auxquels les conseils communaux des trois communes ont adhéré déterminent les conditions et modalités de fonctionnement et de financement du syndicat. Ces statuts font partie intégrante du présent arrêté.

Art. 3. Notre Ministre de l'Intérieur et l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Aménagement du Territoire,*
Jean-Marie Halsdorf

Palais de Luxembourg, le 29 mai 2006.
Henri

ANNEXE

Statuts du Syndicat intercommunal «am Haff»

Préambule

(1) Les conseils communaux des communes de Burmerange, de Remerschen et de Wellenstein ont décidé, par des délibérations concordantes, de se constituer en syndicat de communes à vocation multiple.

(2) Le syndicat est régi par:

la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes;

l'arrêté grand-ducal autorisant sa création;

les présents statuts qui font partie intégrante de l'arrêté grand-ducal d'institution.

Art. 1^{er}. – Dénomination

Le syndicat porte le nom «Syndicat intercommunal «am Haff»».

Art. 2. – Sièg

Le syndicat a son sièg à la maison communale à Remerschen dont l'adresse postale est fixée à 75, Wäistrooss, L-5440 Remerschen.

Art. 3. – Objet

Le syndicat a pour objet la mise en place et l'exploitation des structures d'accueil suivantes:

- une crèche à Wintrange
- un foyer de jour à Remerschen
- une maison des jeunes à Remerschen et
- une bibliothèque intercommunale dans la commune de Wellenstein

Art. 4. – Membres

Sont membres du syndicat les communes de Burmerange, de Remerschen et de Wellenstein.

Art. 5. – Durée

Le syndicat est constitué pour une durée de trente ans.

A l'échéance, cette durée est renouvelée par tacite reconduction pour de nouveaux termes consécutifs de dix ans, à moins pour une des communes membres d'exprimer sa volonté de terminer son engagement dans une délibération en due forme du conseil communal à faire parvenir au président du syndicat au moins six mois avant l'expiration de la prochaine échéance.

Art. 6. – Administration et organes

6.1. – Le comité

(1) Le syndicat est administré par un comité au sein duquel chaque commune est représentée par trois délégués.

(2) Le comité, outre ses attributions légales, est chargé notamment de:

- a. l'élaboration du règlement d'ordre intérieur;
- b. l'élaboration du ou des règlements d'utilisation des structures d'accueil;
- c. la fixation de la participation des communes aux charges d'après une tarification par structure d'accueil;
- d. la fixation des jetons de présence ainsi que des frais de route et de séjour des membres du conseil technique pour leur participation aux réunions de ce conseil;
- e. la fixation des frais de route et de séjour des membres du comité pour leur participation aux réunions du comité, aux réunions du bureau et pour les voyages de service.

6.2. – Le bureau

(1) Le bureau se compose de trois membres élus par le comité parmi ses membres, dont le président du comité qui est d'office président du bureau.

(2) Le bureau désigne parmi ses membres un premier vice-président, le troisième membre ayant alors qualité de deuxième vice-président.

En cas d'absence ou d'empêchement du président il est remplacé par le premier vice-président.

En cas d'empêchement simultané du président et du premier vice-président, la présidence du syndicat est exercée par le deuxième vice-président. En cas d'empêchement de l'ensemble des membres du bureau, la présidence est exercée par le membre du comité le plus ancien en rang.

6.3. – Le conseil technique

Le comité peut s'adjoindre un conseil technique dont il arrête la composition, le fonctionnement et les attributions dans son règlement d'ordre intérieur.

Art. 7. – Gestion comptable et financière

7.1. – Financement

Le financement du syndicat de communes est assumé par les communes membres.

7.2. – Constitution du patrimoine

(1) La commune de Remerschen mettra à disposition du syndicat par bail emphytéotique pour un loyer symbolique pour toute la durée de son existence l'immeuble à Wintrange destiné à accueillir la crèche.

La commune de Wellenstein mettra à disposition du syndicat par bail emphytéotique pour un loyer symbolique pour toute la durée de son existence un immeuble dans la commune de Wellenstein destiné à accueillir la bibliothèque.

(2) Les communes-membres dotent le syndicat des moyens en capital nécessaires à la création du patrimoine en biens mobiliers et immobiliers requis pour la réalisation de son objet.

Cette participation au capital est fonction des besoins déclarés en équipements et services des communes membres, qui, en contrepartie de leurs apports, ont droit dans les mêmes proportions au patrimoine commun et à l'utilisation de ce patrimoine et des services qui en découlent.

(3) La dépense d'investissement du syndicat relative à son objet sera de 1.355.931,00 (un million trois cent cinquante cinq mille neuf cent trente et un) euros et les apports en capital des communes ne pourront dépasser les parts maximales par commune telles qu'elles sont définies ci-après. Les aides étatiques ou autres à l'investissement que le syndicat touchera seront portées en diminution des apports en capital des communes membres.

Objet Commune	Crèche à Wintrange	Foyer de jour et Maison des jeunes à Remerschen	Bibliothèque commune de Wellenstein	Part maximale en capital en EUR	en % des droits
Burmerange	131.274,61	147.420,00	63.000,00	341.694,61	25,20
Remerschen	214.936,13	241.371,00	103.150,00	559.457,13	41,26
Wellenstein	174.720,26	196.209,00	83.850,00	454.779,26	33,54
TOTAL	520.931,00	585.000,00	250.000,00	1.355.931,00	100,00

(4) Tous les apports effectués par une commune membre au capital du syndicat lui procurent le droit de prétendre à une utilisation équivalente des infrastructures et équipements réalisés et gérés par lui.

(5) Tout apport en capital ultérieur se fera au pro rata de la population respective des communes membres. La population à prendre en considération est établie annuellement sur base du dernier état des services de population des communes membres au 31 décembre de l'exercice précédant la demande d'un apport en capital.

Tous les apports en capital des membres sont portés au capital du bilan du syndicat. La structure du capital sera modifiée à chaque fois qu'il y aura une modification des quotes-parts des membres dans le capital qu'elle provienne d'apports nouveaux ou d'échanges de quotes-parts entre communes membres.

(6) Toute nouvelle participation au capital donne lieu à un réajustement général et statutaire des droits d'utilisation des infrastructures.

(7) À côté des subsides spécifiques en capital, les apports en capital des communes peuvent être amortis simultanément avec l'investissement qu'ils sont destinés à financer.

7.3. – La gestion courante

(1) La participation des communes membres aux charges de fonctionnement et de gestion de la crèche, du foyer de jour, de la maison des jeunes et de la bibliothèque est fixée au pro rata de leur population respective.

Cette clé de répartition des contributions respectives est révisée annuellement sur base du dernier état des services de population des communes membres au 31 décembre de l'exercice précédent.

(2) Le syndicat est autorisé à créer un fonds de renouvellement pour contribuer au financement des dépenses en relations avec les investissements futurs. Ce fonds est alimenté par des dotations à charge du budget de fonctionnement selon des règles à définir par le comité sans que le montant du fonds ne puisse cependant dépasser les 10% de la valeur du capital investi.

7.4. – La comptabilité

(1) Les règles de la comptabilité des communes s'appliquent à la comptabilité du syndicat. Toutefois les livres de la comptabilité syndicale sont tenus selon les principes de la comptabilité commerciale complétée d'une comptabilité analytique permettant d'attribuer les charges et produits ainsi que les variations de l'actif et du passif.

(2) La comptabilité comprend le budget ainsi que le compte annuel qui se compose du bilan, établi au 31 décembre de chaque année et du compte de pertes et profits. Le compte annuel doit être établi avec clarté et doit donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats du syndicat.

(3) Les règles relatives à l'évaluation des valeurs actives et passives du bilan, à l'amortissement et à la constitution éventuelle de réserves sont fixées par le comité du syndicat.

Art. 8. – Dissolution et affectation de l'actif et du passif

(1) Le syndicat peut être dissous conformément aux dispositions des articles 24 et 26 de la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes.

(2) En cas de dissolution du syndicat, les communes-membres ont le droit de récupérer leur quote-part dans la valeur nette du syndicat telle qu'elle résulte d'un dernier bilan arrêté à la suite de la cession des actifs.

Art. 9. – Conditions de retrait du syndicat par une commune membre

(1) Une commune membre peut se retirer du syndicat suivant les dispositions de l'article 25 de la même loi. Elle doit, à ces fins, communiquer la décision y relative du conseil communal au comité du syndicat au moins un an avant la date choisie pour le retrait qui doit être un 1^{er} janvier.

(2) La commune qui sort du syndicat a droit au remboursement de sa quote-part dans la valeur nette du syndicat.

Il appartient alors aux communes qui ne quittent pas le syndicat de reprendre à leur compte l'actif net de la commune remboursée.

La commune qui se retire continuera pendant une période de dix ans de manière linéairement dégressive à participer aux frais de fonctionnement du syndicat tels qu'ils ont été arrêtés pour l'année précédant le retrait.

Art. 10. – Affectation des excédents éventuels réalisés par le syndicat

Un excédent de recettes éventuel du compte de pertes et profits est transféré sur un compte de réserve qui sert premièrement à la couverture de pertes éventuelles ultérieures et subsidiairement à la dotation du fonds de renouvellement.

Art. 11. – Entrée en vigueur des statuts

L'entrée en vigueur des statuts est fixée au jour où l'arrêté grand-ducal autorisant la création du syndicat sort ses effets.

Arrêté ministériel du 7 juin 2006 portant modification de l'arrêté ministériel du 31 mars 2006 de la composition de la Commission de l'indice des prix à la consommation.

Le Ministre de l'Economie et du Commerce Extérieur,

Vu l'article 5 du règlement grand-ducal du 20 décembre 1999 concernant l'établissement de l'indice des prix à la consommation;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mars 2006 déterminant la composition de la Commission de l'indice;

Vu la lettre de la Banque centrale du Luxembourg du 17 mai 2006;

Arrête:

Art. 1^{er}. Le dernier paragraphe de l'arrêté ministériel du 31 mars 2006 déterminant la composition de la Commission de l'indice des prix à la consommation est remplacé comme suit:

Observateurs

M. Jean Marie THOSS, observateur de la Banque centrale du Luxembourg;

M. Erik WALCH, observateur de la Banque centrale du Luxembourg.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 7 juin 2006.

*Le Ministre de l'Economie et
du Commerce Extérieur,
Jeannot Krecké*

Arrêté ministériel du 13 juin 2006 portant désignation des membres de la commission de suivi pluripartite en matière de déchets des équipements électriques et électroniques.

Le Ministre de l'Environnement,

Vu l'article 9 de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;

Vu le règlement grand-ducal du 18 janvier 2005 relatif aux déchets des équipements électriques et électroniques ainsi qu'à la limitation d'emploi de certains de leurs composants dangereux;

Arrête:

Art. 1^{er}. Est nommé membre de la commission de suivi pluripartite telle qu'elle a été instituée par le règlement grand-ducal du 18 janvier 2005 relatif aux déchets des équipements électriques et électroniques ainsi qu'à la limitation d'emploi de certains de leurs composants dangereux:

- pour le Ministre ayant dans ses attributions l'Environnement:
Monsieur Pierre PRUM, Attaché de Gouvernement
en remplacement de Monsieur Eric DE BRABANTER.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au Mémorial. Il sera adressé au membre de la commission pour lui servir de titre. Une expédition conforme en sera transmise au Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme administrative et à la Cour des Comptes pour information.

Luxembourg, le 13 juin 2006.

Le Ministre de l'Environnement,
Lucien Lux

Arrêté ministériel du 13 juin 2006 portant désignation des membres de la commission de suivi pluripartite en matière d'emballages et de déchets d'emballages.

Le Ministre de l'Environnement,

Vu la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;

Vu le règlement grand-ducal du 31 octobre 1998 portant application de la directive 94/62/CE du Parlement Européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages et notamment son article 12;

Arrête:

Art. 1^{er}. Est nommé membre de la commission de suivi pluripartite telle qu'elle a été instituée par le règlement grand-ducal du 31 octobre 1998 portant application de la directive 94/62/CE du Parlement Européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages:

- pour le Ministre ayant dans ses attributions l'Environnement:
Monsieur Pierre PRUM, Attaché de Gouvernement
en remplacement de Monsieur Eric DE BRABANTER.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au Mémorial. Il sera adressé au membre de la commission pour lui servir de titre. Une expédition conforme en sera transmise au Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme administrative et à la Cour des Comptes pour information.

Luxembourg, le 13 juin 2006.

Le Ministre de l'Environnement,
Lucien Lux

Administration de l'Aéroport. – Examen de fin de stage en 2006. – L'Administration de l'Aéroport organisera, au cours du mois d'octobre 2006, un examen de fin de stage dans la carrière de l'artisan et au cours du mois de décembre 2006 un examen de fin de stage dans la carrière du technicien diplômé.

Administration des Douanes et Accises. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 29 mai 2006 Monsieur Jeffrey KATZENMEIER, contrôleur en chef à la Direction des douanes et accises, a été nommé contrôleur en chef hors cadre des douanes et accises au même bureau.

Administration de la Gestion de l'Eau – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 29 mai 2006 Monsieur Robert KIPGEN, ingénieur - chef de division à l'Administration de la Gestion de l'Eau a été nommé ingénieur première classe à la même administration avec effet au 1^{er} juin 2006.

Chambre des mises en accusation. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 15 mai 2006, Monsieur Nico HIRSCH, Directeur Général adjoint de la Police Grand-Ducale a été nommé membre effectif de la Chambre des mises en accusation en remplacement de Monsieur Jean Léon CLEMENT, à partir du 1^{er} mai 2006.

Conseil de discipline. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 15 mai 2006, Monsieur Philippe SCHRANTZ, premier commissaire divisionnaire de la Police Grand-Ducale a été nommé membre suppléant du Conseil de discipline de la Force publique en remplacement de Monsieur Jean-Marie WAGNER.

Conseil de Guerre. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 15 mai 2006, Monsieur Jos SCHMIT, premier commissaire divisionnaire de la Police Grand-Ducale a été nommé membre suppléant du Conseil de Guerre en remplacement de Monsieur Marc ZOVILE.

Entreprises d'assurances. – Transfert de portefeuille de l'entreprise d'assurances NRG Fenchurch Insurance Company Limited vers l'entreprise d'assurances NRG London Reinsurance Company Limited.

La FSA, Financial Services Authority, autorité de contrôle du Royaume-Uni du secteur des assurances, a informé le Commissariat aux Assurances que l'entreprise d'assurances NRG Fenchurch Insurance Company Limited était autorisée à transférer son portefeuille à l'entreprise d'assurances NRG London Reinsurance Company Limited avec effet au 22 mai 2006.

Le transfert devient opposable de plein droit aux preneurs d'assurance, assurés, bénéficiaires et autres créanciers dès cette publication.

Haute Cour Militaire. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 15 mai 2006, Monsieur Fernand GUTH, Chef d'Etat-major adjoint de l'Armée a été nommé membre suppléant de la Haute Cour Militaire.

Monsieur Nico HIRSCH, Directeur Général adjoint de la Police Grand-Ducale a été nommé membre suppléant de la Haute Cour Militaire en remplacement de Monsieur Jean Léon CLEMENT, à partir du 1^{er} mai 2006.

Indice des prix à la consommation au 1^{er} mai 2006.

L'indice des prix à la consommation établi conformément au règlement grand-ducal du 20 décembre 1999 est de 703.12 au 1^{er} mai par rapport à la base 100 au 1^{er} janvier 1948.

La moyenne des six derniers mois de l'indice raccordé s'établit au 1^{er} mai 2006 à **695.79**.

Luxembourg, le 7 juin 2006.

Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques

Ministère de l'Egalité des chances – Services pour filles, femmes et femmes avec enfants. – Agréments. – Par arrêté ministériel du 17 janvier 2006, l'agrément est accordé à l'organisme gestionnaire Femmes en détresse asbl ayant son siège à Luxembourg, pour l'exercice de l'activité du centre d'accueil classique pour femmes «Fraenhaus».

L'agrément est enregistré sous le numéro 09/01/2006.

Par arrêté ministériel du 6 février 2006, l'agrément est accordé à l'organisme gestionnaire Fondation Maison de la Porte Ouverte ayant son siège à Luxembourg, pour l'exercice de l'activité du centre de consultation pour femmes «Centre Frédéric Ozanam».

L'agrément est enregistré sous le numéro 19/01/2006.

Par arrêté ministériel du 30 décembre 2005, l'agrément est accordé à l'organisme gestionnaire Initiativ Rem Schaffen ayant son siège à Luxembourg, pour l'exercice de l'activité du service de consultation et d'information pour femmes rentrantes et pour femmes à la recherche d'un travail à Luxembourg.

L'agrément est enregistré sous le numéro 12111998-L.

Santé. – Art de guérir. – Par arrêté ministériel du 2 juin 2006, Monsieur le Docteur Paul FILIPETTI, né le 16 juin 1949, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en rééducation et réadaptation fonctionnelle au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 2 juin 2006, Madame le Docteur Cathy FOLMER ALLOUCH, née le 9 mars 1967, a été autorisée à exercer la profession de médecin-généraliste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 2 juin 2006, Monsieur le Docteur Fouad LEBHOUR, né le 24 novembre 1963, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en néphrologie au Grand-Duché de Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 2 juin 2006, Monsieur le Docteur Frédéric SCHEIBER, né le 2 octobre 1961, a été autorisé à exercer la profession de médecin-généraliste au Luxembourg.

Service Central des Imprimés et des Fournitures de Bureau de l'Etat. – Examen de carrière. – Au cours du mois de novembre 2006, le Service Central des Imprimés et des Fournitures de Bureau de l'Etat organisera un examen de fin de stage dans la carrière inférieure de l'artisan – branche lithographe.
